

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 19/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

adresse administrative:

INTERXION FRANCE

129 BD MALHERBES
75017 PARIS 17

Code AIOT : 0006514850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement INTERXION FRANCE implanté 1-3 RUE DU RATEAU 93120 LA COURNEUVE. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le programme pluriannuel de l'Inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERXION FRANCE
- 1-3 RUE DU RATEAU 93120 LA COURNEUVE
- Code AIOT : 0006514850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Relevant de la directive IED : Oui
- Classement¹: 3110 [A] ; 4734-1c[DC] ; 1185-2a[DC] ; 2925-1[D]

La société INTERXION FRANCE exploite sur son site INTERXION PAR7 à la Courneuve un centre de

1 A: Régime d'autorisation ; D: Régime de déclaration ; C: Déclaration avec contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE

gestion des données informatiques (= data center).

Cette activité nécessite l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement : des groupes électrogènes et stockages de fioul associés ; des accumulateurs et des batteries (en cas de coupure de l'alimentation électrique du site) et des groupes froids (permettant la régulation de la température des salles informatiques).

Le site se compose d'un bâtiment administratif et de deux bâtiments d'exploitation (dénommé 7.1 et 7.2) qui accueillent des salles informatiques. Des groupes froids en terrasse permettent de refroidir ces salles informatiques. Des groupes électrogènes et des batteries couplées à des onduleurs permettent le maintien de l'activité en cas de coupure d'alimentation électrique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Solder le passif suite à la dernière inspection du 16/04/2019
- Vérification des installations électriques
- Vérification des moyens de lutttes contre l'incendie
- Formation du personnel aux procédures
- Entretien et surveillance des réseaux
- Rejets aqueux
- Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Prévention et lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 4.4.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 5.1.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de sécurité des réservoirs enterrés de fioul domestique	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.8.1	/	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.4.5	/	Sans objet
4	protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.4.6	/	Sans objet
6	procédures d'urgence	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.6.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.6.6	/	Sans objet
8	Entretien et surveillance des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 4.33	/	Sans objet
10	Utilisation de fluides frigorigènes	Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.6.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est propre et bien tenu. Toutefois, les mesures sur les rejets des eaux résiduelles montrent un léger dépassement du rapport DCO/DBO5 par rapport aux valeurs de référence. Ce dépassement a tendance à s'accroître dans le temps.

Par ailleurs, sur demande de l'Inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'évacuation vers les filiales adaptées de certains déchets (tubes néon et curage du séparateur d'hydrocarbures)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de sécurité des réservoirs enterrés de fioul domestique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions particulières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions constructives</p> <p>Les réservoirs enterrés sont installés de façon à ce que leurs parois soient situées à 2 mètres des limites du site ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir (distance minimale mesurée horizontalement). Aucune bouche de dépotage ne débouche en sous-sol ou en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers.</p> <p>Si l'installation contient plusieurs réservoirs, leurs parois sont distantes d'au moins 0,20 mètre. Aucun stockage de matière combustible ne se trouve au-dessus d'un réservoir enterré. Tout passage de véhicules et tout stockage de matériaux divers au-dessus d'un réservoir sont interdits à moins que le réservoir ne soit protégé par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.</p> <p>Surveillance et détection des fuites</p> <p>Les réservoirs enterrés sont en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable. Ils sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Celles-ci sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.</p> <p>Le détecteur de fuite et ses accessoires sont accessibles en vue de faciliter leur contrôle. Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme agréé conformément aux dispositions décrites à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susvisé, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.</p> <p>Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>En cas de détection de fuite sur un réservoir compartimenté, le compartiment est vidé et soumis à une épreuve d'étanchéité après les travaux de réparation et avant la remise en service. Les autres compartiments du réservoir sont soumis à une épreuve d'étanchéité dans la période d'un mois suivant la remise en service du compartiment à l'origine de la fuite. Les épreuves sont effectuées selon les règles de l'annexe IT de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susvisé, par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susmentionné.</p>
<p>Constats : Suite à la visite du 16/04/2019, l'Inspection a qualifié de remarque le fait que la cuve n°1 ne soit pas raccordée à la terre. Lors de l'Inspection du 07/07/2022, un courrier a été présenté à l'Inspection justifiant la mise en œuvre de mesures correctives afin de raccorder la cuve n°1 à la terre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui sont rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">— les modes opératoires ;— les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;— les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;— les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.— la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;— la conduite à tenir en cas d'indisponibilité des dispositifs de réduction des émissions ;— les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;— la fréquence des contrôles de l'étanchéité et de vérification des dispositifs de rétention ;— l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation, ses conditions de délivrance ;— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; <p>Ces consignes sont régulièrement mises à jour.</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 16/04/2019, l'Inspection a relevé une non-conformité relative à l'absence de procédure liée au contrôle et au nettoyage de l'aire de dépotage. Lors de la visite du 07/05/2022, l'Inspection a constaté que ce suivi est entré dans la GMAO du site. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle est fait de manière semestrielle et qu'un curage est également effectué au moins une fois par an.</p> <p>Toutefois, le bordereau de suivi de déchets (BSD) correspondant au dernier curage du séparateur d'hydrocarbures n'a pas pu être présenté à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification.</p> <p>Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en oeuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>L'exploitant met en place en tant que de besoin, à proximité des locaux et installations identifiés à risque, des dispositifs, bien signalés, permettant de couper leur alimentation électrique en cas d'urgence.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection les rapports n°106638542101R002 et n°106638542101R001 établis par l'organisme DEKRA et correspondant à la vérification des installations électriques respectivement des bâtiments 7.2 et 7.1 sur la période du 9 au 30 novembre 2021.</p> <p>L'organisme DEKRA a relevé pour les bâtiments 7.1 et 7.2 respectivement 40 et 120 écarts. L'exploitant a expliqué que la société Bouygues est en charge de la maintenance des bâtiments du site et qu'elle lève au fur et à mesure les écarts. Toutefois, l'exploitant a indiqué qu'une fiche d'écart relative à la section d'un raccordement à la terre entraînait des pourparlers entre DEKRA et Bouygues, par ailleurs constructeur des bâtiments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, protection la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté du 19/07/11 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou de tout autre texte équivalent en vigueur. Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est notamment réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport n°110014402101R001 de vérification des installations de protection contre la foudre réalisé par l'organisme DEKRA du 29 au 30 juillet 2021. Ce rapport n'a pas relevé d'écart. Par ailleurs, l'exploitant a présenté l'analyse du risque de foudre (ARF) réalisée en 2012.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.71
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens d'intervention appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Sans préjudice des dispositions du code du travail, et si nécessaire dans le cadre de l'exploitation, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport n° 1709836443M établi par l'organisme DEF en date du 01/06/2022 correspondant à la vérification périodique du 21/03/2022 des extincteurs et du système de détection incendie. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que l'organisme DEF procède également à la levée des écarts. Lors de la visite du site, l'Inspection a par ailleurs procédé à un contrôle par sondage de 4 extincteurs. Ceux-ci possédaient une pastille en cohérence avec la date de vérification périodique indiqué sur le rapport préalablement consulté lors du contrôle documentaire. L'exploitant a aussi présenté le rapport établi par l'organisme DMF correspondant à la vérification du système de désenfumage du site sur la période du 24 au 28 mars 2022. L'exploitant a également présenté le rapport de vérification du poteau incendie privatif établi par la société Desautel en date du 21/04/2022. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une attestation de vérification du poteau incendie par la BSPP situé sur la voie publique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides); — la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire) ; — les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; — les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables, ainsi que les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; — les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévus au chapitre 7.5 ; — la modalité d'information de l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Ces procédures sont régulièrement mises à jour.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il existe des procédures sous forme de fiches réflexe selon le type d'évènement susceptible de survenir sur le site.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué que ces fiches sont mises à jour régulièrement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veillera à la qualification et à la formation sécurité du personnel intervenant sur les installations.</p> <p>L'ensemble des opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoit ainsi une formation initiale adaptée, notamment une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Une formation complémentaire annuelle à la sécurité leur est dispensée par un organisme ou un service compétent.</p> <p>Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.</p> <p>L'ensemble du personnel est également formé à l'utilisation des équipements de sécurité et est soumis à des exercices périodiques.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'un mail est régulièrement envoyé à tous les managers leur mentionnant le contenu des formations dispensées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entretien et surveillance des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 4.33
Thème(s) : Risques accidentels, entretien et surveillance des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter, L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Lors de la consultation documentaire en salle, l'exploitant a indiqué que les cuves sont dotées d'une double enveloppe avec un système de détection de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les eaux pluviales de voirie, susceptibles d'être polluées, sont collectées séparément des eaux pluviales de toitures et sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau communal de La Courneuve. Les eaux de condensation des installations de climatisations et de traitement d'air transitent dans le réseau d'eaux pluviales du site et sont donc, de la même façon, traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau communal. Ce dispositif de traitement est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage comprend la vidange des hydrocarbures et des boues et la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que 4 campagnes de prélèvements des eaux résiduaires étaient réalisées chaque année. L'Inspection a consulté les rapports d'essai réalisés par l'organisme DEKRA du 14/09/2021 au 15/09/2021 et du 31/01/2022 au 01/02/2022. Ces 2 rapports présentent des non-conformités relatives aux dépassements des valeurs de référence sur les mesures de pH (en continu sur 24h et en instantané) ainsi que sur celles du rapport DCO/DBO5. En effet, le pH varie entre 7,4 et 8,9 pour les mesures de septembre 2021 et entre 7,6 et 8,9 pour celles de janvier 2022, alors que les valeurs limites doivent être comprises entre 5,5 et 8,5. De même, le rapport DCO/DBO5 prend les valeurs de 2,9 et de 4,1 respectivement pour les mesures de septembre 2021 et de janvier 2022, alors la valeur limite est fixée à 2,5.</p> <p>L'exploitant n'a pas su expliquer l'origine de ces dépassements. Un curage du regard devrait avoir lieu à l'automne 2022. Par ailleurs, des mesures en amont et en aval du site sont également prévues avoir de déterminer l'origine de ces dépassements.</p> <p>Concernant la vanne évitant le déversement des eaux d'extinction, l'exploitant a expliqué qu'un contrôle visuel est régulièrement réalisé. Le prochain était prévu le 17/07/2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 7.6.7
Thème(s) : Produits chimiques, Vérification périodique et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Cas des tuyauteries des équipements frigorifiques Toute opération de dégazage dans l'atmosphère des équipements frigorifiques est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Lorsqu'il procède à un dégazage, l'exploitant prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération. En règle générale, l'exploitant prend toutes les mesures préventives réalisables afin d'éviter et de réduire au minimum les fuites et émissions de fluides. Ainsi, les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (notamment, au moyen de bouchons de fin de ligne). Le calorifugeage des tuyauteries, lorsqu'il existe, du circuit frigorifique des équipements frigorifiques ou climatiques, y compris pompes à chaleur, est maintenu en bon état. Enfin, les équipements frigorifiques sont régulièrement contrôlés et font l'objet de contrôles d'étanchéité conformément aux dispositions prévues par les articles R.543-78 à R.543-83 du code de l'environnement. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué à l'Inspection posséder 16 groupes froids répartis selon : 7 pour le bâtiment 7.1 et 9 pour le bâtiment 7.2. L'Inspection a consulté le rapport correspondant au test d'étanchéité datant du 19/05/2022 du groupe chiller 6 installé dans le bâtiment 7.2 et contenant 490kg de R134a. La visite du site a permis à l'Inspection de confronter la date inscrite sur la vignette bleue du groupe froid avec celle du rapport du test d'étanchéité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2016, article 5.1.7
Thème(s) : Produits chimiques, Transport des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.</p> <p>Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R.541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p> <p>Constats : Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence de tubes néon usagés dans un bac. L'exploitant a indiqué que les D3E sont récupérés et gérés par le groupe Bouygues. Par ailleurs, dans un courriel en date du 25/07/2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection les règles en vigueur en terme de gestion des D3E.</p> <p>Afin de garder la traçabilité des lots, un certificat de collecte doit être remis par le prestataire. À ce jour aucun certificat n'a été présenté à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois